

Les manifestants de Jour de Colère n'ont pas à être collectivement assimilés à des « haineux »

Dimanche dernier avait lieu une première en France : une organisation proposait de rassembler l'ensemble des mécontents contre le gouvernement au travers d'une manifestation selon des thématiques telles que la fiscalité, l'identité, le chômage, la constitution, la famille etc.

Quelques semaines auparavant, l'humoriste polémiste Dieudonné avait encouragé ses fans à y participer. Afin de dissiper tout doute, Béatrice Bourges avait expliqué dans une conférence que Dieudonné ne ferait pas partie de « Jour de Colère », et que le plus simple était de ne pas en tenir compte car s'opposer à la venue de ses fans ne ferait que les encourager au contraire. Cela faisant le jeu de Valls.

Pendant plus de trente ans, la bien-pensance portée par la gauche, SOS Racisme, la LICRA, de nombreuses associations et autres « intellectuels » ont empêché tout discours positif envers la Nation au nom de la lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme ou l'homophobie. Aujourd'hui, malgré le réveil de nombreux Français sur le bien fondé de ces démarches antinationalistes mondialistes, Valls a réussi à condenser celles-ci autour d'une personne : Dieudonné. Il suffit simplement de lier son nom à tout mouvement pour le condamner moralement et socialement.

Lors de la manifestation de « Jour de Colère », des manifestants ont crié des slogans hostiles aux juifs, au CRIF ou autre. Ils ne devaient pas être plus de deux cents sur plus de 20.000 participants, soit à peine 1% au final. Mais cela a

suffit aux médias et politiciens pour se focaliser dessus et accuser les 99% restants d'être des ultra nationalistes remplis de « haine ».

Au nom de quoi les autres manifestants doivent-ils être catalogués ainsi ?

Si Valls a été capable d'interdire les spectacles de Dieudonné, de faire déployer des centaines de CRS pour éviter tout dérapage, d'envoyer des officiers de police judiciaire pour constater des « appels à la haine » et de mettre de nombreux policiers en civil lors de la manifestation, pourquoi les manifestants scandant des slogans hostiles aux juifs n'ont-ils pas été arrêtés tout de suite ?

Dans un pays où la légitime défense est mal vue par la justice, pourquoi des citoyens auraient-ils dû faire taire des manifestants malgré la présence policière, en tenue et en civil ?

Manuel Valls a été parfaitement capable d'arrêter les Femmes parce que cela servait ses intérêts. Or, un ministre n'a-t-il pas le devoir de garantir la sécurité et d'appliquer la loi à tous et non en fonction de l'utilisation médiatique ou électorale qu'il peut en tirer ?

La technique des gouvernements et médias consiste à se polariser sur la minorité « extrémiste » et d'amalgamer (là on peut) avec les 99% de manifestants qui n'ont rien à voir et n'ont pas à faire la loi.

De tout temps cette stratégie a été utilisée et c'est en cela que Valls a gagné : au lieu de lui demander pourquoi il a laissé faire, les gens se contentent de se justifier et se dédouaner d'événements dont ils ne sont ni à l'origine ni responsables de la continuité.

Tant que la spirale de la justification ne sera pas brisée, alors le système actuel pourra continuer à stigmatiser tout

rassemblement anti mondialiste sans avoir à rendre des comptes.

Comme le dit si bien Aldo Sterone, il n'y a aucune honte à aimer son pays. Les Français, comme dans d'autres pays, ne sont pas xénophobes en demandant une immigration limitée et contrôlée.

Hervé Planchard